

QUATRIÈME ASSEMBLÉE GÉNÉRALE
DU FORUM PARLEMENTAIRE SUR LES ARMES LÉGÈRES ET DE PETIT CALIBRE

Accueillie par le CONGRÈS DE LA RÉPUBLIQUE DE COLOMBIE

22-23 novembre 2010, Bogotá, Colombie

RAPPORT FINAL

Les 22 et 23 novembre 2010, le Forum Parlementaire sur les Armes Légères et de Petit Calibre a tenu sa Quatrième assemblée générale au Congrès de Colombie, à Bogotá. C'est monsieur Roy Barreras, sénateur colombien, qui a accueilli l'Assemblée.

Une bonne soixantaine de participants ont assisté à cette assemblée de deux jours, dont plus de trente parlementaires africains, européens et latino-américains qui ont pu se rencontrer pour ce forum d'échanges parlementaires. Les autres participants étaient le Ministre des affaires étrangères colombien, des représentants du ministère colombien des affaires étrangères et du ministère espagnol des affaires étrangères et de la coopération ainsi que des représentants des ambassades, des organisations non gouvernementales et des médias.





L'objectif principal de cette Assemblée générale était d'élire un nouveau bureau du Forum ainsi que de fournir aux parlementaires un espace pour se rencontrer et joindre leurs forces pour des communautés pacifiques et sûres. Le nouveau bureau du Forum a donc été élu et il sera dirigé par l'Honorable Benito Lara, député de l'El Salvador, comme président et par l'Honorable Ibrahim Sorie, député de Sierra Leone comme Vice Président. Les autres membres du bureau qui ont été élus sont Honorable Rose Abunaw, députée du Cameroun, Honorable Roy Barreras, Sénateur de la Colombie, Honorable Raphaël Chegeni, député de Tanzanie, Honorable Celestino Suarez, député en Espagne, Honorable Daisy Tourné, députée en Uruguay, Honorable Christer Winbäck, député en Suède ainsi que madame Ana Yancy Espinoza, de la fondation Arias du Costa Rica, qui représente la société civile.

L'une des opinions les plus partagées parmi les participants au séminaire est que la prolifération des ALPC constitue une menace pour le développement, la démocratie et la sécurité dans de nombreuses parties du monde et, par là, une grave préoccupation pour les parlementaires du monde entier. Leurs conséquences pour la société en matière d'insécurité, d'armes à feu sont les soucis premiers des citoyens. Le principal sujet de discussion a été le lien entre le commerce illégal des armes et des stupéfiants et une déclaration stratégique a été adoptée sur cette question. Les participants ont également fait un rapport d'avancement des processus nationaux concernant les ALPC dans leurs parlements et régions d'origine ainsi que les divers processus multilatéraux sur les ALPC. En liaison avec la loi-cadre sur les armes à feu, les munitions et les matériels connexes préparée par le parlement latino-américain (Parlatino), madame Daisy Tourné, député d'Uruguay a fait un exposé sur la manière de poursuivre le travail de réforme législative et de parvenir à des résultats et des députés d'Amérique centrale, d'Amérique du Sud et d'Afrique ont présenter des expériences régionales spécifiques.

Lundi 22 novembre

Séance d'ouverture



Sénateur Roy Barreras, Colombie

Honorable Roy Barreras, sénateur de la République de Colombie, Membre du Forum Parlementaire sur les ALPC, Président de la Commission de Paix au congrès de Colombie.

Dans son discours d'ouverture, il souhaite la bienvenue à tous les participants et déclare que c'est pour lui un grand honneur et une importante responsabilité d'accueillir à Bogotá un groupe parlementaire aussi nombreux et aussi important. Il rappelle aussi que le séminaire interparlementaire précédent organisé en début d'année par le Forum Parlementaire sur les ALPC au Congrès des États-Unis d'Amérique sous le titre « Action parlementaire sur les armes légères : le transfert illicite d'armes légères vers l'Amérique latine », a été très utile et productif.



PARLIAMENTARY FORUM
ON SMALL ARMS AND LIGHT WEAPONS



De nombreux citoyens du monde estiment que les armes devraient être détenues par le gouvernement. Il est clair que la loi des pays démocratiques qui ont des institutions démocratiques institue que l'État devrait avoir le monopole des armes. En outre, il insiste sur le fait que la communauté internationale devrait y être impliquée. La Colombie porte une lourde responsabilité dans ce domaine ainsi qu'une douloureuse histoire de trafic illicite exercé par des réseaux étendus. À son avis, en relation avec le trafic international, on ne sait pas de quelle manière arrêter les producteurs. De fortes pressions sont exercées sur les pays en développement pour résoudre ce problème et il souligne le besoin d'établir des systèmes de contrôle plus performants.

Le droit constitutionnel d'utiliser des armes à feu apprend au monde la notion d'autodéfense. Cependant, l'autodéfense finira toujours mal. Au cours des dernières années, les gens se sont joints à cette affirmation. Cependant, lorsque les gens ne croient pas que l'État est capable de les protéger, le remède est pire que la maladie.

Les rencontres internationales comme celle-ci sont utiles pour générer des lois-cadres et pour élaborer des stratégies. S'arrêtant sur sa propre implication dans ce domaine, monsieur Barreras partage sa propre expérience d'essais de promouvoir une loi il y a quelques mois. Il avait le soutien aussi bien des maires que des civils, mais son initiative n'a pas abouti car de nombreux autres acteurs ont affirmé que les gens ont le droit de porter des armes.

En Colombie, environ 50 % des armes illégales sont originaires d'autres pays. Les frontières entre le Mexique et les États-Unis sont poreuses et peu de pays ont fait l'effort de recueillir les armes illégales, surtout à cause du fait qu'ils ne savent pas où se trouvent ces armes. C'est un facteur important pour les criminels. En conclusion, il insiste sur le fait que moins il y a d'armes entre les mains des citoyens d'un pays, moins il y a de morts.

Le docteur Manuel de Araujo, Vice Président du Forum Parlementaire sur les ALPC (Mozambique), s'adresse à tous les participants du séminaire et, au nom du Forum Parlementaire sur les ALPC, il exprime sa vive appréciation pour la possibilité de tenir cette Quatrième assemblée générale du Forum sur les ALPC à Bogotá. Il remercie particulièrement le Congrès de la République de Colombie, le Ministère des Affaires étrangères de Colombie et le sénateur Barreras et son personnel d'accueillir cette manifestation et de permettre cette réunion de parlementaires.

Le Forum Parlementaire est une organisation encore jeune mais croissante de parlementaires du monde entier soucieux de la prolifération incontrôlée des armes légères et des effets que ces armes ont sur la constitution et le maintien de sociétés prospères et sûres.

Le travail du Forum Parlementaire a pour origine la suite de l'ouragan Mitch qui a frappé l'Amérique centrale dans les années 1990. À l'époque, il s'est clairement avéré pour de nombreux acteurs de la communauté internationale que la prolifération des armes légères était un obstacle majeur à la reconstruction des sociétés, une réalité que les parlementaires de ces pays avaient constatée depuis longtemps. Les députés espagnols et suédois ont pris alors l'initiative de former un réseau dans le but d'offrir un soutien politique, légal et financier à leurs collègues d'Amérique centrale dans la maîtrise de



PARLIAMENTARY FORUM
ON SMALL ARMS AND LIGHT WEAPONS



ce problème. Cet acte concret de solidarité a été fortement apprécié et, sur la base de cette expérience, le besoin d'un réseau de parlementaires plus établi a été identifié.

La totalité de l'Amérique latine a peu à peu été couverte et un intérêt croissant des parlementaires africains désireux d'adhérer s'est fait jour. Actuellement, le Forum compte environ 200 membres de 60 pays. L'ambition du Forum est de s'étendre plus avant en Asie ainsi qu'au Moyen-Orient et, au bout du compte, d'impliquer un plus grand nombre de membre de toutes les régions du Globe.

La méthode consistant à réunir des parlementaires de différents pays et continents pour échanger des perspectives et du savoir est cruciale lorsqu'il s'agit de paix et de sécurité internationale. Les parlements ont un rôle clé dans la promotion de la paix et dans les débats politiques informatifs, la collaboration dans l'élaboration des stratégies et de leur mise en œuvre, la surveillance et la critique des initiatives gouvernementales et le contrôle des budgets alloués au secteur de la sécurité publique.

Les parlements sont les seuls organes ayant l'autorité pour créer et réformer la législation et ratifier les traités internationaux. En tant que représentants élus démocratiquement, les parlementaires ont un accès unique à l'espace public et, de ce fait, la possibilité de créer un débat et de stimuler l'opinion publique. Les parlements servent également de lien entre la société civile et les gouvernements, assurant ainsi aussi bien la légalité que la légitimité des initiatives stratégiques.

Le docteur Araujo dit en outre que, puisque ces armes passent facilement les frontières, le problème devient automatiquement un problème international et, en tant que tel, il exige une implication de niveau national, régional et international. C'est pourquoi le Forum insiste sur la nécessité de contrôler les commerces internationaux des armes, aussi bien légaux qu'illégaux. Le Forum plaide avec force pour que soit instauré un traité étendu sur le commerce des armes, le TCA ou ATT en anglais, et une partie de notre travail est actuellement d'encourager les parlementaires du monde à soutenir le processus d'élaboration d'un TCA.

Pour conclure, le docteur Araujo souligne que la violence armée est une question complexe qui exige que les parlementaires utilisent tous les outils dont ils disposent. C'est là aussi, selon lui, la raison principale de l'intérêt croissant des parlementaires pour les questions d'armes légères. Pour finir, il exprime son espoir que cette réunion soit le cadre des échanges les plus fructueux.

Son excellence madame María Ángela Holguín Cuéllar, Ministre des Affaires étrangères, Colombie, déclare que le trafic d'ALPC est un fléau dont le coût pour la société n'est pas seulement visible dans le nombre de victimes de l'utilisation aveugle de ces armes mais dans la douleur qu'il cause aux gens.

Elle dit que l'adoption d'un TCA, qui est en cours de négociation, constituera un cadre légal pour prévenir les actions de violence armée et pourrait couvrir les ALPC comme une catégorie

Événements marquants depuis la dernière Assemblée.

L'Honorable Député Christer Winbäck, membre du bureau du Forum Parlementaire sur les ALPC (Suède) préside la séance.

L'objectif de cette séance était de fournir aux membres du Forum l'occasion de décrire la situation dans leurs pays, ainsi que d'exposer ce qui a été fait dans leurs parlements respectifs depuis la dernière Assemblée générale.

Monsieur Winbäck commence par exprimer sa grande reconnaissance d'être membre du bureau du Forum et qu'il a, au cours des années, beaucoup appris et rapporté au parlement de son pays. Il commence par mentionner une conversation qu'il a eue avec un observateur de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) qui lui a dit qu'il approuvait les travaux du Forum et qu'il croit que la réduction du nombre d'armes est ce qu'il faut faire. Il plaide cependant pour que toutes les armes à feu ne soient pas supprimées. Il est Américain.

Il poursuit en disant que, en tant que parlementaires, il nous faut examiner non seulement ce que nous pouvons faire sur le plan international, mais dans nos propres pays. La Suède est le neuvième producteur d'armes du monde et le premier pour son nombre d'habitants. Le Parlement suédois comporte une commission spécifique dédiée aux questions d'ALPC. Ses membres proviennent de tous les partis représentés au Parlement, ce qui signifie que, bien que leur objectif soit commun, leurs idées sur la manière de procéder diffèrent. En leur qualité de membres de la coalition gouvernementale, lui et ses collègues ont plus de pouvoir, mais ils ne peuvent pas être aussi critiques que l'opposition. La semaine prochaine, ils ont une réunion et il y fera le rapport de l'Assemblée générale. Leur groupe travaille en coopération étroite avec le secrétariat du Forum qui assiste souvent aux réunions. Il insiste sur une réunion fructueuse qui s'est déroulée avec les représentants d'une importante société de sécurité suédoise qui s'est focalisée sur les valeurs déontologiques.

Exposés de membres

L'Honorable Député Sorie (Sierra Leone) décrit la situation dans la sous-région d'Afrique occidentale, citant les deux conférences parlementaires récentes que le Forum a tenues en coopération avec le Centre Régional des Nations Unies pour la Paix et le Désarmement en Afrique (UNREC) et la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) et le Programme Régional de lutte contre la prolifération des armes légères (ECOSAP). Le résultat de ces deux réunions a été d'organiser les parlementaires de cette sous-région et de préparer un plan d'action.

Les principaux problèmes de l'Afrique occidentale sont la mal gouvernance, la mauvaise gestion des ressources naturelles ainsi que l'utilisation des jeunes hommes et des jeunes femmes dans les conflits armés. Le plus grand pays, le Nigéria, a des problèmes de violence dans la région du delta, où se produisent des enlèvements de personnes et d'autres activités criminelles. Les 15 pays de cette sous-région ont adopté un document sur le contrôle des ALPC dans le cadre de la CEDEAO et ils ont établi des commissions nationales sur les ALPC. Ces programmes sont en cours et reçoivent une aide



internationale. Il y a 15 jours, les États-Unis ont lancé un projet destiné à aider à la destruction des dépôts de munitions. Mais le besoin demeure du maintien de l'aide internationale.

Il exprime sa gratitude envers le Forum et insiste sur son implication à travailler avec le Réseau d'action sur les armes légères en Afrique de l'Ouest (RASALAO), qui servira bientôt d'organisation parapluie pour les groupes parlementaires nationaux sur les ALPC. Il mentionne le Forum parlementaire des Grands Lacs sur la paix (Forum d'Amani) et souligne que l'Afrique occidentale gagnerait à avoir un réseau similaire.

Le sénateur Mendoza de Acha (Paraguay) fait référence aux déclarations précédentes du sénateur Barreras sur le fait que les gens profitent du manque de contrôle du gouvernement. Le Paraguay connaît actuellement les débuts de la situation colombienne. Un groupe terroriste émerge et des enlèvements etc. se produisent. L'insécurité a doublé au Paraguay et le gouvernement semble ne pas s'y intéresser. Ce n'est pas le cas, mais la situation est irrésistible. En tant que députés de l'opposition, ils font de leur mieux pour maîtriser la situation. Ils tentent de donner aux citoyens une chance de répondre. Les parlementaires ne devraient pas avoir une vie différente de celle des citoyens.

L'Honorable Député Winbäck (Suède) mentionne de quelle manière lui-même et ses collègues s'efforcent de sensibiliser l'opinion et d'inciter le gouvernement à ne pas exporter autant d'armes.

L'Honorable Députée Tourné (Uruguay) poursuit en affirmant que ce problème a un niveau macro et un niveau local. Elle souligne en outre que l'utilisation non adéquate des armes affecte tous les membres de la société, en particulier les femmes et les enfants, et que le Forum doit traiter cette question de manière adéquate. Elle encourage ses collègues parlementaires à ne pas oublier ces groupes vulnérables. Quels que soient le pays ou la région, la violence sexuée est brutale et existe dans tous les pays. Dans son propre pays, l'Uruguay, le taux signalé de violences de ce type est le plus élevé. Elle souligne également la maltraitance des enfants et les accidents mortels qui se produisent lorsque les adultes sont irresponsables et laissent les armes à portée des enfants. En outre, il existe encore des enfants soldats dans de nombreuses parties du monde. Le Forum devrait avoir un article spécifique concernant les civils et elle demande combien des parlementaires présents connaissent le coût de la violence armée.

L'Honorable Député Figueroa (Nicaragua) relate la ratification récente par le Nicaragua de la convention sur les armes en grappe (CASM) et les efforts remarquables faits à ce sujet par son collègue le député Palacios.

L'Honorable Députée Palacios (Nicaragua) décrit la récente réforme sur les armes au Nicaragua et de quelle manière le pays a procédé à la destruction de grandes quantités d'armes, mené un suivi extensif et le traçage des armes, et trouvé les dernières mines terrestres sur leur territoire. Le Nicaragua a, en outre, conseillé d'autres pays dans ce domaine.

La police a également lancé une coopération avec les citoyens et les a insérés dans son travail tout en prodiguant une formation. Le Nicaragua va de l'avant et a pour ambition de devenir le pays le plus sûr d'Amérique Centrale et, dans le meilleur des cas, un pays sans aucune arme.



PARLIAMENTARY FORUM
ON SMALL ARMS AND LIGHT WEAPONS



L'Honorable Députée Baldata (Argentine) mentionne que c'est sa première réunion en tant que membre du Forum. En Argentine, ce domaine fait l'objet d'une préoccupation permanente. Depuis les années 1980, le pays est passé lentement mais fortement à la démocratie. La situation est semblable à celle du Paraguay. Elle résume la législation cadre sur les ALPC et demande qu'un modèle similaire soit élaboré pour les sociétés privées de sécurité. Ces sociétés sont légales, mais un contrôle est nécessaire.

L'Honorable Députée Muñoz (Costa Rica) mentionne que c'est sa première réunion du Forum à elle aussi et elle envoie un message d'amitié à un ancien membre, Madame Elizabeth Fonseca, qui a quitté son parlement lors des dernières élections. Une conférence tenue récemment au Costa Rica s'est principalement concentrée sur la coopération économique mondiale mais elle a également évoqué la question des armes. Au Costa Rica, des données récentes montrent que l'on estime à environ 20 % le taux de citoyens détenant des armes. En outre, il existe un grand nombre de sociétés privées de sécurité. Le comité de la sécurité, dont elle fait partie, présentera prochainement une proposition de réforme législative sur les armes.

L'Honorable Député Lara (El Salvador) souligne les graves problèmes causés par les ALPC sur la santé. Au Salvador, de grands efforts sont faits pour la recherche des armes illégales et pour les légaliser à nouveau.

L'Honorable Député Winbäck (Suède) remercie tous les participants pour leurs contributions et souligne que, en partageant, nous pouvons trouver de nouvelles solutions innovantes à nos problèmes. Le temps est court et il n'y aura plus d'autres occasions ultérieures pour ceux qui n'ont pas eu la chance de parler maintenant.

Rapports du Vice Président du Secrétaire Général

Le docteur Manuel de Araujo, Vice Président du Forum Parlementaire sur les ALPC (Mozambique) relate que le Forum travaille actuellement sur une variété de questions comme d'assister les parlementaires dans l'instauration de cadres législatifs et d'encourager le rôle de tutelle. Il mentionne certaines des réunions que le Forum a organisées pendant les deux dernières années. La première réunion régionale après l'Assemblée générale de 2008 a été tenue au Parlement allemand, à Berlin, et son objectif était de toucher les parlementaires d'Europe du Sud et de l'Est. Il souligne en outre les réunions tenues au Parlement du Nicaragua sous les auspices du député José Figueroa, membre du Forum, ainsi que les deux réunions de renforcement de capacité au sujet de l'Afrique occidentale.

Une importante réussite a été le séminaire tenu au Congrès des États-Unis, avec la participation des membres du Congrès.

En dehors de ces réunions régionales, le Forum a également agi au niveau de l'Organisation des Nations Unies (ONU) et au niveau international.



PARLIAMENTARY FORUM
ON SMALL ARMS AND LIGHT WEAPONS



Il termine son allocution en mentionnant les 16 déclarations de principe adoptées par le Forum au cours des deux dernières années. Ces déclarations sont toutes disponibles sur le site Internet du Forum et il engage les membres du Forum à utiliser ces déclarations comme outils dans leur travail parlementaire.

Monsieur Peter Weiderud, Secrétaire général du Forum Parlementaire sur les ALPC, présente un rapport du Secrétariat à l'Assemblée générale. Il commence par dire que les travaux sur les questions de contrôle des armes légères suscitent un intérêt énorme parmi les parlementaires du monde entier. Cet intérêt et cette implication sont essentiels pour faire avancer l'agenda des armes légères. Les parlements sont les seuls organes ayant l'autorité de créer et de réformer la législation et le soutien et d'approuver la ratification d'accords internationaux. Les parlementaires ont le devoir de surveiller les prestations du gouvernement dans le secteur de la sécurité et avec la société civile, les parlementaires peuvent former l'opinion publique et, par là, contribuer à une culture de la paix susceptible, en fin de compte, de prévenir les conflits violents dans un monde très violent.

Depuis la signature, il y a 65 ans, de la Charte de l'ONU, 30 millions de personnes sont mortes dans différents conflits armés, dont 26 millions par des ALPC. Près de 600 millions d'armes légères sont en circulation et près de 300.000 personnes sont tuées par des armes à feu chaque année dans le monde.

Il existe des quantités d'informations sur les armes légères et la violence, mais ce qui manque réellement est la sagesse qui nous aidera à comprendre ce qu'il faut faire avec toutes les informations et les connaissances nouvelles. La sagesse se fait jour dans les échanges entre parlementaires. C'est dans ce contexte que grandira la capacité de transposer ce que nous savons en actions politiques et de faire la différence pour les gens. Pour souligner cela, il cite la phrase de T.S. Eliot : « *Où est la sagesse que nous avons perdue par le savoir ? Où est le savoir que nous avons perdu par l'information ?* »

M. Weiderud poursuit par les grandes lignes de la portée de l'organisation et commence par dire que le Forum Parlementaire sur les ALPC est une jeune organisation de parlementaires qui a été établie comme organisation en 2002. Actuellement, le Forum connaît une forte adhésion dans certaines régions d'Amérique latine, en Europe et en Afrique sub-saharienne. Cependant, le Forum a une identité mondiale et devrait avoir des ambitions mondiales mais réalistes ; c'est pourquoi il est nécessaire de définir la manière d'approcher le reste du monde.

Aujourd'hui, le Forum est le seul point de focalisation mondial destiné aux parlementaires et concernant spécifiquement les questions de violence armée et d'armes légères. En tant que tel, le Forum Parlementaire a le potentiel de contribuer considérablement à l'effort de réduction de la prolifération des armes légères.

Au cours des années passées, les travaux du Forum se sont clairement développés aussi bien que pour l'agenda international des armes légères en général, se déplaçant d'une focalisation sur les questions de contrôle, comme l'illégalité et la non prolifération, vers une approche plus profonde et plus large, ayant pour objectif l'ensemble de la violence armée, partant notamment des perspectives des réformes des secteurs de la sécurité et de la justice. Dans ce contexte, un développement naturel et très favorable est non seulement de traiter les symptômes de la violence, mais aussi de gérer les causes radicales, et, au bout du compte, de prévenir les solutions violentes aux conflits.



PARLIAMENTARY FORUM
ON SMALL ARMS AND LIGHT WEAPONS



En outre, monsieur Weiderud explique que, comme une méthode pour renforcer le rôle stratégique du Forum, des projets de déclarations de principe ont été soumis en mai 2007 à l'examen du bureau et de l'Assemblée générale. Il s'agit d'un outil démocratique de définition de la stratégie, qui permet aux membres du bureau de discuter et de s'entendre sur la direction stratégique du Forum. Une fois qu'une stratégie est en place, cela laisse plus de place au Président et au Secrétaire pour agir au nom du Forum dans le cadre des déclarations de principe fournies. À ce jour, le bureau et les assemblées ont adopté 16 déclarations, notamment sur le TCA, sur les armes en grappes, l'égalité hommes-femmes et les ALPC, la privatisation de la sécurité, l'aide et la sécurité, le stockage de munitions, la réforme du secteur de la sécurité, le transfert des armes illégales privées vers l'Amérique latine, etc. En conséquence, lors de la présente Assemblée, le bureau présente aussi un projet de déclaration ayant trait aux liens entre le trafic illicite de stupéfiants et les armes légères.

Monsieur Weiderud présente aussi une actualisation des activités du Forum depuis l'Assemblée générale tenue à Arusha, Tanzanie, en octobre 2008. Depuis lors, le bureau s'est réuni à Berlin, Buenos Aires, Managua, Washington DC et New York. En outre, le Forum a eu la possibilité d'accueillir plusieurs réunions régionales dans le monde entier concentrées sur les diverses questions liées aux ALPC. Les réunions régionales sont la méthode de travail la plus importante du Forum aussi bien pour la constitution de capacité des parlementaires que pour sensibiliser sur les problèmes spécifiques liés aux armes légères, car c'est une manière de réunir des membres existants et nouveaux, d'échanger des idées avec des experts et d'avancer efficacement dans l'agenda des armes légères. La prochaine réunion régionale sera tenue avec l'assemblée nationale de Chypre en février prochain, avec pour objectif de se déplacer pour la première fois vers le Moyen-Orient. Il insiste aussi sur l'importance de travailler étroitement avec d'autres organisations de la société civile.

Au cours des années, le Forum a reçu un soutien généreux de divers donateurs dont l'Agence suédoise de coopération internationale au développement (Asdi), le ministère espagnol des affaires étrangères et de la coopération, le ministère allemand des affaires étrangères et l'académie Folke Bernadotte. Les principaux donateurs sont contents avec le Forum comme un projet ; jeune, alerte, non bureaucratique et capable de produire efficacement des résultats politiques. L'Asdi a demandé une évaluation et une estimation de la voie stratégique future du Forum et ils indiquent également qu'ils ne peuvent pas garantir de contribuer au-delà de 2011. Ils sont très satisfaits de la coopération jusqu'à ce jour dans son contenu, mais leur intention n'est pas nécessairement de soutenir la création d'une institution interparlementaire, dont ils doivent prendre la responsabilité principale avec le temps. Le Forum se trouve donc à la croisée des chemins, et plusieurs solutions sont possibles :

1. De rechercher une coopération plus profonde et structurelle avec une organisation interparlementaire existante, par exemple l'Union interparlementaire (UIP) ou l'Action Mondiale des Parlementaires (PGA) ;
2. De poursuivre l'institutionnalisation, ce qui comprendrait la recherche d'autres gouvernements pouvant fournir un appui de long terme au Forum, comme le font actuellement la Suède et l'Espagne ;



3. De transférer le Secrétariat dans un pays désireux de continuer à soutenir le Forum, au moins au niveau de l'Asdi et pour au moins cinq ans ;
4. De convaincre l'Asdi que les travaux uniques du Forum méritent d'être soutenus dans le futur aussi.

Dans ses remarques finales, monsieur Weiderud dit qu'après quelques années de développement très dynamique combiné à une consolidation des adhésions, des stratégies, des relations, des travaux de programme, du secrétariat et des finances, le Forum se trouve à la croisée des chemins et, pour trouver la bonne voie vers l'avant, nous devrions pouvoir bénéficier du savoir de l'Assemblée générale. Il poursuit ensuite en citant Gandhi : *Il n'y a pas de chemin vers la Paix, la Paix EST le chemin.*

Pour finir, il déclare que le travail consacré aux armes légères par les parlementaires se concentre sur les questions essentielles pour créer une vie sûre, prospère et agréable pour les gens et les sociétés civiles. Pour une description complète des travaux passés, existants et futurs du Forum, se référer à l'Annexe XX :

La Colombie et les effets des ALPC dans notre société



Le vice-président du Forum Parlementaire sur les ALPC, Dr. de Araujo, Mozambique et M. Reyes, Ex Chancelier de la Colombie

Monsieur Camilio Reyes, ancien chancelier de Colombie, commente la question des ALPC en Colombie et commence par affirmer qu'il est très clair que les ALPC ont profondément affecté les communautés colombiennes. La Colombie a subi de constantes violations des droits humanitaires et internationaux et, en résultat, les institutions démocratiques de la Colombie se sont affaiblies.

L'utilisation des ALPC devrait passer sous le contrôle de l'État et sous des normes rigoureuses dans le but de défendre les institutions et les gens de l'État. Les ALPC ont affecté cette norme, à savoir que l'État peut et doit être le seul acteur à posséder des armes.

Ensuite, il exprime sa préoccupation au sujet de la privatisation en cours et accrue de la sécurité et affirme qu'il n'y a plus de lien entre les gouvernants et les gouvernés, un résultat dévastateur sur un pays, ce que l'on peut aussi constater dans le cas de la Colombie.

Lorsque les ALPC contaminent une société, le conflit s'approfondit. Les groupes et les individus armés ne sont souvent plus enclins à négocier, ou bien la négociation s'effectue à des conditions différentes que celles d'avant. Nous avons assisté à cela dans diverses régions de notre continent aussi bien que dans d'autres endroits du monde, principalement dans des pays en développement dont les institutions d'État



sont faibles. Des situations apparaissent dans lesquelles il est difficile de parvenir à un consensus et ceux qui détiennent les armes à feu prennent le dessus, c'est-à-dire que les armes à feu définissent la situation.

La dimension est double ici. Les armes à feu sont menaçantes, mêmes lorsqu'elles ne sont pas utilisées. Leur seule présence suffit.

La seconde dimension est la question de la santé et son lien avec le développement. L'organisation mondiale de la Santé (OMS) a publié une étude qui analyse comment les secteurs de santé publique sont affectés lorsque les ALPC abondent. La conclusion pour la Colombie est que le secteur de la santé était près de s'effondrer. Les blessures par balle exigent un traitement d'urgence et les autres patients doivent attendre.

En outre, un important fossé demeure entre la législation et la réalité. Il encourage la communauté internationale à joindre et à renouveler ses efforts car il reste beaucoup à faire et les parlementaires ont un rôle important à y jouer. Il souligne le besoin de soutenir le Traité sur le commerce des armes (TCA) et de conserver cette initiative en première place dans l'agenda. Il existe aussi un fort besoin de renforcer la capacité et de faciliter l'interaction entre les États et les organisations internationales.

En relation avec le programme d'action de l'ONU sur les ALPC illicites, il note que les États trouvent difficile de maintenir la question sur l'agenda ainsi que de maintenir des ressources humaines et financières.

Il note les efforts faits dans différentes villes colombiennes qui ont déclaré un mois entier sans armes. Il souligne que la violence armée est une question de sexe et d'âge car les jeunes hommes sont souvent les victimes et les auteurs et que l'alcool et les stupéfiants sont souvent impliqués. Il note en outre les décisions courageuses prises par de nombreux maires qui ont récemment réduit les horaires d'ouverture des clubs et des bars dans un effort de réduire le nombre de crimes.

Il poursuit sur une recommandation des organisations de la société civile visant à élever l'âge limite d'achat d'un fusil à 25 ans, et aussi que les détenteurs doivent avoir une assurance. Cela devrait être aussi naturel que d'avoir une assurance automobile. Les bénéficiaires de ces assurances devraient servir à aider les victimes. Chaque municipalité a donc la responsabilité de la collecte des armes. Aujourd'hui, la Colombie a une moyenne de 33 assassinats liés aux armes à feu pour 100.000 habitants, ce qui est un taux très élevé et dans certaines régions le taux est de jusqu'à 80 ou 85 assassinats pour 100.000 habitants

Pour terminer, il remercie le sénateur Barreras et les organisateurs pour cette magnifique occasion.

Session I: Présentation des liens entre les trafics d'armes et les trafics de stupéfiants

C'est l'Honorable Députée Benito Lara, membre du bureau du Forum Parlementaire sur les ALPC (El Salvador), qui anime cette session et, avant de laisser la place au premier conférencier, il fait une présentation du sujet de la discussion.



Le commerce des armes est étroitement lié au trafic de stupéfiants ainsi qu'à toutes autres questions annexes comme le trafic d'êtres humains et le crime organisé en général. De nombreux pays du Nord ont une grande production d'armes, alors que les pays du Sud ont de grandes productions de stupéfiants illégaux. Le député Lara lui-même est originaire du Salvador, l'un des pays situés au centre de ces routes commerciales.

Les trafics rendent la situation en Amérique Latine plus compliquée et entraînent plus de décès que jamais. La production d'armes ainsi que les profits du trafic sont énormes et un secteur puissant vit avantageusement sur l'insécurité de ces pays. En outre, ces réseaux profitent fréquemment de la grande insécurité parmi les peuples ce qui, naturellement, mène à une prolifération des armes ainsi qu'à un nombre croissant de sociétés de sécurité privées. Il souligne que c'est l'État qui devrait assurer la sécurité de tous.

Le premier conférencier, monsieur Samuel Logan, journaliste et analyste, éditeur fondateur de Southern Pulse Networked Intelligence, fait une présentation PowerPoint sur la question. Les diapositives sont accessibles sur le site du Forum, www.parlforum.org.

La présentation de monsieur Logan dépeint l'ensemble des trajets du trafic des armes et du trafic des stupéfiants et démontre que ces trajets se chevauchent presque intégralement. Ces systèmes sont semblables et le chevauchement presque entier est causé par le fait que ce sont les mêmes acteurs et les mêmes connections qui sont impliqués dans les opérations. Les deux types de marchandises sont utilisés aussi bien comme produits que comme paiement et ils procurent aux trafiquants le pouvoir et le contrôle.

Sur la liste des cartels figurent les noms suivants : FARC, Rastrojos, Urabaños, Comando Vermelho, Primeiro Comando Capital, Tijuana Cartel, Los Zetas, Juarez Cartel, Sinaloa Federation, Gulf Cartel, La Familia, MS-13, M-18, Transportistas et le Sun Cartel.

Si l'on retourne quelques années en arrière, l'un de ces groupes criminels est le Suri Cartel qui existe depuis 1995 environ et qui est un cas exemplaire du chevauchement des trafics de stupéfiants et d'armes. Il existait alors trois acteurs principaux : monsieur Mendonça (un pilote et mécanicien d'aéronautique brésilien), Desi Bouterse (ancien dictateur militaire du Surinam), et Tomas Molina (Negro Acacio, Forces armées révolutionnaires de Colombie, FARC). Il remarque ensuite que Desi Bouterse est actuellement élu président du Surinam. La marche de leurs opérations devait être la suivante : les avions arrivaient du Brésil au Surinam avec les armes, l'or et l'argent liquide, on les rechargeait d'armes au Surinam puis ils continuaient sur la Colombie où les armes étaient déchargées et échangées contre de la cocaïne qui provenait normalement des FARC. La cocaïne revenait ensuite au Surinam, puis en Europe par Amsterdam. Pour quatre ou cinq fusils, on obtenait environ un kilo de cocaïne.

Historiquement, les FARC soutenaient la demande d'armes dans la région, mais ils n'étaient pas liés initialement au trafic de stupéfiants, et ils étaient à la place une révolte politique qui a évolué en une organisation de trafic de stupéfiants.



Après 1995, les demandes d'armes avaient augmenté à cause de l'accès plus facile à la cocaïne. Le trafic partait du Surinam vers Rio puis s'étendait vers Sao Paolo. Le Brésil était alors l'un des premiers consommateurs de cocaïne. Le chômage est un énorme facteur de violence de rues et l'utilisation de stupéfiants est plutôt le symptôme de grands problèmes tels que le manque de formation et d'autres causes fondamentales. Le Brésil est en outre connu pour sa fabrication de pistolets et il en a une importante fabrication. Un bon nombre de ces armes sont vendues légalement dans d'autres pays. Certaines ont été vendues légalement au Paraguay puis revendues illégalement au marché noir en modifiant les licences d'utilisateurs finaux au Paraguay. La police saisit bien des armes et certaines sont détruites, mais des éléments corrompus les revendent au marché noir. À propos du Brésil, des femmes sont également impliquées dans le trafic.

Historiquement, c'est l'Amérique centrale qui a fourni des armes à la Colombie, mais elle est désormais également le fournisseur du Mexique, qui est le second marché demandeur d'armes illégales en Amérique Latine.

Les Zetas opèrent au Guatemala depuis 2005, et ils y contrôlent Alta Verapaz et Peten, où ils recrutent des « kaibiles », une force d'opérations spéciale de l'armée du Guatemala, ainsi que des officiers en poste corrompus.

En termes d'armes utilisées, monsieur Logan note aussi une hausse au Mexique, qui passe des pistolets aux fusils de grande puissance et aux grenades et explosifs. L'arme de choix semble rester le AK-47.

Aux États-Unis, la demande de cocaïne a atteint un plateau, alors qu'en Europe la demande de stupéfiants est en hausse et une rumeur dit que chaque nouvel État de l'Union européenne ouvre un nouveau marché. Les stupéfiants sont beaucoup plus chers en Europe et leur prix augmente en allant vers l'Est. C'est donc une bonne source de revenus pour les groupes criminels.

Il existe aussi un lien vers la Chine où certains produits entrant dans la composition des stupéfiants sont fabriqués.

Pour finir, monsieur Logan remarque que les groupes criminels communiquent très bien en Amérique latine et même avec les groupes criminels d'Afrique. Il exhorte les parlementaires participants à atteindre un même niveau de communication.

Les représentants colombiens soulignent que l'instruction est un élément vital pour apprendre aux enfants à ne pas utiliser les armes.



PARLIAMENTARY FORUM
ON SMALL ARMS AND LIGHT WEAPONS



La sénatrice Mendoza de Acha (Paraguay) insiste sur le besoin d'allouer des ressources, puisque les ressources détenues par les gens impliqués dans la délinquance dépassent de loin celles de la police et de l'armée. Elle propose d'élaborer un projet de loi obligeant la police et les forces armées à informer le Parlement des armes qu'ils utilisent chaque année. Lorsque les parlementaires examinent alors le budget national, ils peuvent analyser les besoins en armes de la police et effectuer un inventaire. Cela renforcerait la surveillance du Parlement et contribuerait à maîtriser la corruption.



Sénatrice Mendoza de Acha, Paraguay

L'Honorable Député Garcia (Guatemala) est au regret de devoir confirmer que les données présentées par monsieur Logan sont exactes. Il note que le Guatemala a été mentionné plusieurs fois. Cependant, il désire faire des commentaires : 80 % des crimes commis au Guatemala le sont avec des armes illégales provenant du Mexique, qui sont ensuite envoyées par avion aux pays voisins. 45 % de tous les crimes commis au Guatemala sont liés au trafic de stupéfiants. Une loi est tout simplement insuffisante et il désire revenir sur ce point le lendemain.

L'Honorable Députée Tourné (Uruguay) félicite monsieur Logan et souligne le besoin d'assumer la responsabilité politique puisque les gens impliqués dans le commerce illicite corrompent également les hommes politiques et les policiers.

Elle rapporte en outre que des dérivés de la cocaïne sont vendus en Uruguay et en Argentine, et qu'ils affectent gravement la santé de leurs usagers.

L'Honorable Député Sorie (Sierra Leone) confirme que les trafics d'armes et de stupéfiants sont des préoccupations sérieuses pour la région d'Afrique occidentale, et que l'on est très désireux de partager le savoir de la Colombie. La Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) a fait des progrès sur ce point. Dans une note favorable, il raconte qu'un avion est arrivé en Sierra Leone à 3 heures du matin, chargé de stupéfiants et d'armes, mais que les gens impliqués ont été arrêtés et remis au FBI américain, à Freetown. Il exhorte les autres pays à suivre l'exemple de la Sierra Leone pour réduire le trafic de stupéfiants et d'armes dans cette sous-région.

Il poursuit en évoquant la légalisation des stupéfiants qui est en cours de discussion en Afrique occidentale, faisant un parallèle avec le cas de l'alcool. Une fois que cette substance a été légalisée, le prix a considérablement baissé. Il ne serait plus rentable pour les criminels d'entreprendre ce trafic. Une volonté politique est nécessaire pour combattre et empêcher que les stupéfiants et les armes arrivent dans nos pays et détruisent nos économies.

L'Honorable Député Gomes (Guinée Bissau) raconte que son pays sert de zone de transit pour les stupéfiants. Le pays se divise en deux régions : la partie continentale et les îles. Les îles sont nombreuses et souvent d'accès difficile, ce qui y entrave le travail de la police.



Il insiste sur le fait que la coopération avec les pays voisins est essentielle, aussi bien que la coopération internationale, car le trafic menace la stabilité de la région. La Guinée Bissau a connu un coup d'état et la guerre civile, qui sont sans aucun rapport avec les stupéfiants. Le problème des stupéfiants est global, c'est pourquoi tous les pays doivent collaborer et qu'une stratégie mondiale est nécessaire.

L'Honorable Député Sanogo (Burkina Faso) déclare que, dans son pays, il y avait après la guerre plus d'armes que d'habitants. Depuis, le Burkina Faso a fondamentalement changé et il estime que le Parlement a accès au contrôle des usines, à l'enregistrement et à la vente d'armes ainsi que ce qui est importé et exporté du Burkina Faso. Il exprime sa gratitude envers le Forum pour son aide et ses directives.

L'Honorable Députée Muñoz (Costa Rica) remarque que les activités corrompues sont un terrain fertile qui affecte le combat contre le trafic des armes. Elle insiste sur le modèle d'échange d'informations sur la sécurité, adopté par son pays, qui a pour but de contrer le trafic des armes et des stupéfiants.

Plusieurs participants soulignent le besoin de travailler à un niveau mondial puisque le problème est clairement intercontinental.

L'Honorable Députée Ocampo (Nicaragua) reprend le commentaire du député Lara et note que le Nicaragua est, lui aussi, un pays de transit des stupéfiants et de la criminalité organisée. Elle note aussi l'affirmation de monsieur Logan que la corruption est causée par les salaires faibles. Elle a le plaisir d'annoncer que ce n'est pas le cas au Nicaragua. Le Nicaragua a une population pauvre mais les agents de police qui défendent le pays ont une bonne réputation parmi les citoyens et à l'étranger. Elle insiste encore sur la question évoquée auparavant par le député Figueroa, lui aussi du Nicaragua, sur l'importance de la collaboration avec les citoyens et de les impliquer dans cette tâche.

La parole est ensuite donnée à *monsieur Logan* pour répondre aux commentaires. Il commence par expliquer que le crime organisé nécessite toujours de nouvelles recrues pour le trafic d'armes et de stupéfiants. Les rapports démontrent que les groupes de criminalité organisée et les cartels contrôlent un grand nombre d'établissements d'enseignement. Lorsque les jeunes ont terminé l'école, ils recherchent des possibilités et les gangs de la rue sont souvent leur seule option.

Il convient que la proposition d'élaborer un projet par lequel différents acteurs font un rapport aux législateurs sur le nombre d'armes saisi. Ce système a été mis en œuvre à un certain niveau au Brésil, mais il nécessitait au préalable un inventaire des armes. Il a constaté dans de nombreux pays que les armes sont jetées dans des entrepôts, puis oubliées. Il confirme qu'un grand nombre d'armes transitent du Mexique au Guatemala et que les frontières entre ces pays sont poreuses. Il explique qu'il a expérimenté lui-même ces frontières poreuses en traversant la rivière. Une personne comme lui, qui n'est manifestement pas mexicain, peut le faire contre une somme d'argent modeste.

À la frontière entre le Guatemala et le Salvador, il y a au moins 62 taches aveugles. Il convient avec le député du Guatemala que même les meilleures législations ne peuvent pas arrêter ce problème, on a



toujours besoin de personnes adéquates pour appliquer ces lois. Il est évident qu'au sein de la police, même au niveau suprême, les gens sont impliqués dans le crime organisé.

Il poursuit en mentionnant la question des fabricants de fusils. Il suffit de quatre pièces de métal pour faire une arme à un coup et les fabricants sont capables de fabriquer des AK-47 avec les pièces d'armes plus anciennes. Ils visitent souvent les foires aux armes pour acheter ces pièces de rechange. Il demande alors comment faire pour contrôler les gens qui fabriquent des fusils dans l'arrière-cour de leur maison.

Il demande aux participants d'Afrique occidentale s'ils ont des informations sur ce qui se passe dans les avions de retour. Il devine que ces avions sont chargés d'AK-47 bon marché. Il existe encore une grande quantité d'armes en Afrique occidentale mais la demande est faible actuellement, par contre la demande existe encore au Mexique.

Il remercie spécialement le membre de Guinée Bissau pour sa participation. Il a souvent eu des difficultés à établir un dialogue avec la Guinée Bissau, mais constate qu'il y a là beaucoup à apprendre de l'expérience.

Son dernier commentaire est au sujet du Costa Rica, un pays qui a maintenu sa réputation de pays sûr. Cependant, nous savons maintenant que c'est une zone de transit mais il est heureux de constater que le Costa Rica pratique une forte coopération avec divers acteurs et que des informations sont échangées.

Session II : Processus multilatéraux, traités et conventions : actualisation

Animateur et premier conférencier : *l'Honorable Député Celestino Suarez Gonzales, Espagne, membre du bureau du Parlementaire sur les ALPC.*

Le député Suarez rend compte de la situation en Espagne, qui a adhéré à tous les accords et processus de négociation sur le désarmement, aussi bien les armes conventionnelles, comme la Convention sur les armes en grappes et les mines anti-personnelles qu'en termes d'armes chimiques et biologiques et de destruction massive. Leur dernière implication en date a été de soutenir les négociations concernant le Traité sur le commerce des armes (TCA, ATT en anglais).

L'Espagne a également renforcé sa législation nationale pour parvenir à un meilleur contrôle des exportations et des matériaux à double emploi.

Les conventions et processus particulièrement soulignés pendant l'Assemblée générale ont été le TCA, le Programme d'action des Nations Unies en vue de prévenir, combattre et éliminer le commerce illicite des armes légères sous tous ses aspects (UNPoA), et la Convention sur les Munitions en grappes (CCM en anglais).



La Convention sur les munitions en grappe (CCM)

Ce processus (également connu comme le processus d'Oslo), a été lancé en février 2007, lorsqu'un groupe de 46 États se sont engagés à « élaborer avant la fin de 2008 un instrument international impliquant une obligation pour interdire l'usage et le stockage de munitions à grappe qui causent des blessures inacceptable aux civils et d'assurer la fourniture satisfaisante de soins et de réadaptation des survivants ainsi que le nettoyage des zones contaminées ».

Après un tour de réunions de négociations tenues dans diverses parties du monde, une conférence diplomatique finale s'est tenue à Dublin en mai 2008, à laquelle 100 États ont assisté et adopté la Convention. La conférence de signature a eu lieu à Oslo, Norvège, en décembre 2008 et 93 États ont signé la Convention sur les munitions en grappe (CCM en anglais).

L'objectif de cette Convention est une interdiction immédiate et inconditionnelle de toutes les munitions à grappe qui causent des préjudices inacceptables aux civils. Chaque parti d'un État s'engage à ne jamais utiliser, développer, produire, acquérir, stocker, détenir ou transférer des munitions à grappe, ni en aucune circonstance, ni d'aider une autre partie à le faire.

L'Espagne a signé la Convention en décembre 2008 et elle a déposé son instrument de ratification le 17 juin 2009, devenant ainsi le dixième pays à la ratifier. L'Espagne déclare un moratoire unilatéral, en juin 2008, et elle a été le premier État adhérent à détruire ses stocks nationaux.

La Convention est entrée en vigueur le 1^{er} août 2010 et la première réunion des États adhérents s'est tenue en novembre 2010 à Vientiane, Laos, adoptant trois documents qui marquent sa mise en œuvre. Il souligne que l'Espagne continuera de promouvoir l'universalisation de cet instrument international.

Le Traité sur le commerce des armes (TCA)

Ce traité en projet peut se décrire comme un instrument étendu, car il comprend toutes les armes conventionnelles, y compris les ALPC, et il s'applique à tous les types de transferts internationaux sur les armes, et comporte des exigences de nature aussi bien procédurale que concrète.

Depuis le lancement de ce processus, des développements positifs ont eu lieu. Après des heures de discussions et de débats, la percée s'est produite en octobre 2009, lorsque le Premier Comité de l'Assemblée Générale de l'ONU a examiné un projet de résolution qui devaient convertir les quatre sessions restantes du groupe de travail sans date limite en des réunions de commission préparatoire, adoptant ainsi un calendrier clair de travail sur un traité.

Une série de réunions préparatoires conduira, en 2012, à une conférence de l'ONU sur le TCA qui, dans le meilleur des cas, finalisera le traité. La grande majorité des gouvernements, au total 153, a approuvé un calendrier pour établir un TCA puissant et robuste avec les « normes communes les plus élevées » pour contrôler les transferts internationaux d'armes conventionnelles. La résolution approuvée déclare que la conférence sera entreprise « sur la base du consensus ». Un fait très positif est que, pour la première fois, les États-Unis, premier exportateur d'armes du monde, a voté pour.



L'Espagne prend une part active dans ces négociations dans le but d'atteindre un accord pour établir des normes communes d'importation, d'exportation et de transfert des armes conventionnelles dans le respect des droits de l'homme. Pendant la première moitié de 2010, l'Espagne a présidé l'Union européenne (UE) et le TCA a été identifié comme l'une des premières priorités de la présidence espagnole dans le domaine de la non-prolifération et du désarmement et elle a occupé un rôle actif pendant les réunions des groupes de travail qui se sont déroulées dans le cadre de l'UE. L'Espagne a également favorisé ce traité lors de séminaires internationaux, en cherchant à proposer des solutions pour faire avancer les négociations.

Le programme d'action de l'ONU (UNPoA)

Il mentionne enfin le Programme d'action des Nations Unies, UNPoA, de 2001 qui lutte contre le trafic d'ALPC, qui permet aux États adhérents de faire un rapport en retour aux Nations Unies sur les progrès effectués et les mises en œuvre effectuées dans ce domaine. Des conférences de suivi ont lieu tous les deux ans. Ces conférences ont fait face à plusieurs défis, mais la réunion de 2008 a eu pour résultat un document final adopté par vote, qui souligne trois domaines principaux, qui sont l'aide internationale, la constitution de coopérations et de capacités, la gestion des stocks ainsi que le courtage des ALPC illicites.

Un exemple fort du soutien apporté par l'Espagne à l'UNPoA est constitué par sept ateliers de mise en œuvre sur le sujet, qui ont tous été tenus depuis 2004 dans et pour l'Amérique latine et parrainés par l'agence espagnole de développement et de coopération, l'AECID. En tant que pays donateur, l'Espagne apporte également un soutien financier à diverses organisations internationales consacrées au contrôle des armes, y compris la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) ; les initiatives de l'ONU et de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) et enfin, et non des moindres, le Forum Parlementaire sur les ALPC. La contribution était en 2008 de 30.000 euros et elle est en 2010 de 100.000 euros. En outre, l'Espagne a parrainé divers séminaires et conférences sur le sujet. Pour une description complète des travaux de l'Espagne dans ce domaine, voir Annexe X.



Députée Palacios et Député Figueroa, Nicaragua

Commentaires : L'Honorable Députée Alba Palacios, Nicaragua, membre du Forum Parlementaire sur les ALPC, souligne l'importance du fait que les membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU se joignent aux négociations sur les traités internationaux sur le désarmement puisque ces cinq pays en sont également les plus gros producteurs.

Ces types de processus sont lents et ils doivent l'être. 80 % des exportations d'armes sont effectués par la Chine, la Russie et les États-Unis et elle en appelle à ces pays de prendre un meilleur contrôle et de démontrer leur engagement contre les trafics illicites.



PARLIAMENTARY FORUM
ON SMALL ARMS AND LIGHT WEAPONS



Il existe dans le monde deux balles par habitant et pour chaque arme détruite, dix autres sont produites.

Elle souligne que l'utilisation d'armes légères augmente les abus et les crimes sexuels tout en affectant les aspects du développement économique des États. Un tiers des pays du monde dépensent plus d'argent dans les armes que dans les nécessités sociales.

Cela appelle la création de modèles économiques et sociaux nouveaux et efficaces, dans le but de gérer les trafics d'armes et de stupéfiants, tandis que, dans le même temps, nous devrions effectuer des actions communes au niveau législatif de chaque pays.

L'administration américaine de lutte contre les stupéfiants, la Drug Enforcement Administration (DEA), reconnaît que, par suite de la manière dont le Nicaragua a géré le trafic de stupéfiants, les routes ont été détournées vers le Costa Rica et Panama. Les pays ont besoin de travailler ensemble. Le travail politique pour venir à bout de la prolifération des ALPC doit être réaliste et les parlementaires doivent être fortement impliqués.

Une réponse de court terme est de promouvoir une nouvelle législation pour contrôler les ventes d'armes et que les gouvernements s'assurent que ces lois sont appliquées, sous la surveillance du Parlement.

Elle termine en remarquant que le Nicaragua a subi une guerre et que cela lui a coûté beaucoup. Cela ne doit plus se produire.

La Honorable Députée Tourné (Uruguay) raconte comment les affaires de trafic de stupéfiant font un usage profitable des secteurs pauvres, en utilisant des gens sans possibilités sociales comme mulets, etc. L'exclusion sociale est un grave problème.

L'augmentation de la violence et la création de la peur dans une société sont une affaire très lucrative pour certains. Elle ose dire que si les gens arrêtaient de consommer des stupéfiants, certains pays s'effondreraient à cause de l'absence de revenus. Il est nécessaire de voir la vérité en face.

Le Honorable Député Sanogo (Burkina Faso) déclare que les États doivent s'engager à faire appliquer les lois existantes. Lorsque nous parlons de coopération, il en va de la responsabilité de chaque individu. Il a entendu que certains pays ont tendance à débattre en faveur de la légalisation des stupéfiants. Il appelle tous les États membres à soutenir les parlementaires et les forums comme celui-ci.

Le Honorable Député Sorie (Sierra Leone) explique que la position commune de l'Afrique dans ces traités est que l'Afrique regarde toujours vers la coopération internationale et les ALPC sont un exemple frappant de domaine dans lequel nous avons besoin de coopération et il souligne l'importance de voir le lien entre la sécurité et le développement. L'utilisation de munitions en grappe et de mines anti-personnelles a détruit des terres arables. L'Afrique et, peut-être également l'Amérique latine attendent les directives de l'Europe car c'est là que sont fabriquées beaucoup de ces armes. Nous faisons confiance à l'efficacité des parlementaires lorsque les traités sont en place et nous attendons avec impatience la Convention sur les munitions en grappe en termes d'aide aux victimes ainsi que le futur TCA.



Le Honorable Député Suarez (Espagne) termine en disant que dans le but d'arrêter immédiatement ce fléau de notre temps, il faut être réalistes. Un traité mondial sera difficile, en particulier car le monde est très compliqué et que les ventes d'armes constituent un profit notable pour de nombreux pays. Les négociations devraient se baser sur le consensus.

Session III : Discussion sur les déclarations de principe du Forum Parlementaire

Monsieur Peter Weiderud, Secrétaire général du Parlementaire sur les ALPC, est le modérateur de cette session et il commence par présenter le projet de déclaration sur le commerce illicite d'armes et de stupéfiants aux membres de l'Assemblée générale.

Le projet de déclaration de principe est distribué à tous les membres présents puis ils sont divisés en groupes de travail.

Commentaires des groupes de travail

Groupe 1 : croit qu'une déclaration de cette nature est importante et qu'elle devrait être plus concrète, ils trouvent que le projet dans sa forme actuelle est beaucoup trop général. Le groupe 1 note aussi une certaine confusion concernant le libellé. Il faut distinguer le crime organisé et les rebelles. En outre, le groupe commente aussi l'importance des organisations transnationales et pas seulement nationales et ils exhortent aussi le Forum à demander un renforcement de la démocratie dans leurs pays car c'est une partie de ce que les membres rencontrent dans leurs propres pays.

Groupe 2 : ce groupe fait quelques commentaires favorables en outre des remarques du premier groupe, soulignant l'importance d'adopter des stratégies communes à une échelle régionale dans la section où le combat contre la corruption est mentionné.

Groupe 3 : ce groupe approuve aussi qu'il n'est pas nécessaire d'entrer dans des détails spécifiques dans des pays différents, comme le suggère le projet. Le groupe dit aussi qu'il aimerait voir un lien plus clair entre la sécurité et le développement, que le rôle des courtiers en armes est très important et ils insistent aussi sur l'importance du renforcement de la coopération économique régionale, comme la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), etc.

Groupe 4 : il se joint aux modifications proposées par les autres groupes. En ce qui concerne la remarque sur le lien entre la pauvreté et la sécurité, ils disent qu'il est important de ne pas pénaliser la pauvreté, le Forum devrait plutôt insister sur le besoin d'une dimension sociale dans tous les pays. Enfin, ils croient qu'il existe un lien direct entre l'exportation et l'importation de stupéfiants et d'armes.

Monsieur Weiderud (secrétaire général du Forum) compile les commentaires des groupes de travail et le résultat indique le besoin de refondre le projet. Deux rapporteurs sont désignés pour se charger de ce travail.



Les membres du Forum conviennent des modifications et amendements suivants :

- qu'il n'est pas nécessaire de nommer des pays individuels ;
- modifier le libellé de l'indication de la pauvreté aux inégalités sociales et à l'exclusion ;
- ajouter le mot légal en capitales dans le quatrième paragraphe en liaison avec le renforcement du combat contre la corruption ;
- clarifier le dernier paragraphe opérationnel que la déclaration de principe se réfère aux armes et aux stupéfiants transnationaux au lieu de nationaux ;

La déclaration de principe sur le commerce illicite des armes et des stupéfiants a été adoptée par l'Assemblée générale.

Mardi 23 novembre

Session IV: Au-delà du modèle de loi sur les armes à feu, les munitions et matériels connexes du Parlatino

Réformes législatives en cours : comment parvenir à des résultats ?



Députée Tourné, Uruguay

Introduction et animation : l'Honorable Députée Daisy Tourné, Uruguay, membre du Forum Parlementaire sur les ALPC

La loi cadre sur les armes à feu, les munitions et les matériels connexes a été adoptée à l'unanimité en 2008 par le Parlement d'Amérique latine, le Parlatino, représenté par plus de 100 parlementaires de 19 pays.

La Députée Tourné (Uruguay) fait une présentation initiale basée sur les découvertes du dernier rapport (2009) de l'étude annuelle « le baromètre latino-américain ». Pour cette étude, 20.024 entretiens en tête à tête ont été effectués dans 18 pays, avec des échantillons représentant 100 % de la population de chaque pays. La marge d'erreur est de 3 % environ.

Les diapositives détaillées de cette présentation peuvent être trouvées sur le site électronique du Forum, www.parlforum.org et sur le site du Baromètre latino-américain, www.latinobarometro.org.

L'Honorable Députée Tourné (Uruguay) fait une présentation initiale basée sur les découvertes du dernier rapport (2009) de l'étude annuelle « le baromètre latino-américain ». Pour cette étude, 20.024



PARLIAMENTARY FORUM
ON SMALL ARMS AND LIGHT WEAPONS



entretiens en tête à tête ont été effectués dans 18 pays, avec des échantillons représentant 100 % de la population de chaque pays. La marge d'erreur est de 3 % environ.

Les diapositives détaillées de cette présentation peuvent être trouvées sur le site électronique du Forum, www.parlforum.org et sur le site du Baromètre latino-américain, www.latinobarometro.org.

Certaines des questions soulignées dans la présentation du député Tourné concernent la satisfaction populaire de la démocratie, si la démocratie peut garantir la liberté, les droits et les possibilités, etc. La démocratie est renforcée en temps de crise. La perception des progrès augmente malgré le coup d'état du Honduras, et la crise économique. Les Latino-américains ont une plus haute appréciation de leurs institutions, de leurs présidents et du marché libre et ils sont plus satisfaits par leur démocratie. Cependant, les statistiques montrent que la satisfaction de la manière dont la démocratie peut protéger contre la délinquance est très faible. Les Latino-américains considèrent que la délinquance et la sécurité publique sont un problème plus sérieux que le chômage et les autres questions économiques. Cette étude indique en outre une confiance très faible dans les institutions comme le parlement, le pouvoir judiciaire et les syndicats. En tant qu'institution, les partis politiques sont la catégorie la plus faible de toutes les catégories mentionnées.

Le premier conférencier, le docteur Gustavo Colás, chef du comité sur la sécurité et les narcotrafics au sénat d'Argentine, qui fait partie du groupe ayant élaboré le projet de loi, fait une présentation PowerPoint sur les défis auxquels font face les parlementaires et comment les pays peuvent parvenir à des résultats dans le domaine de la réforme législative (les diapositives PowerPoint sont disponibles sur le site du Forum, www.parlforum.org)

Depuis, des progrès ont été faits, mais certains défis jalonnent notre chemin.

Les hypothèses basiques sont de reconnaître les limites de la loi et que toute modification devrait être réelle et pas seulement des cosmétiques. La réforme législative est complexe et exige une approche intégrale. Il continue en soulignant l'importance du débat autour de la réforme et d'aller plus profondément dans la compréhension des conséquences de la violence armée et de considérer les témoignages des victimes et du personnel du secteur de la santé ainsi que la sensibilisation croissante sur ce sujet. Ce travail est tout aussi important que la loi elle-même.

Il existe deux aspects lorsque l'on travaille à arrêter la prolifération des armes. L'un des aspects concerne la nature illégale des armes à feu et les tentatives de réduire l'excès des armes à feu illégales dans une société, l'enregistrement, les contrôles formels, etc. L'autre aspect vise la réduction du nombre total d'armes à feu dans la société, y compris certaines de celles qui se trouvent dans le marché légal, c'est-à-dire qui découragent activement l'utilisation des armes. La loi cadre fusionne les deux paradigmes de mesures : « contrôle » et « désarmement ».

Il y a également l'approche changeante de la sécurité. Le concept traditionnel de sécurité est la sécurité nationale qui est liée à la protection du territoire, alors que le nouveau concept de sécurité humaine est plus concentré sur la protection des citoyens et la protection des droits de l'homme.



Les obstacles principaux sont avant tout : 1. La résistance culturelle contre ce changement de paradigme, l'évolution vers le désarmement des citoyens et l'abandon des perceptions qu'il existe des « amis et des ennemis » dans la société, ainsi que les stéréotypes macho traditionnels ; 2. Les intérêts économiques des fabricants, des vendeurs et des sociétés de sécurité privée ainsi que les intérêts provenant des sportifs et des chasseurs ; 3. Les arguments provenant des agences de contrôle que la réglementation actuelle est suffisante et, enfin ; 4. Les médias qui renforcent les perceptions culturelles et ont une tendance à favoriser les « mauvaises nouvelles ».

Pour renforcer le processus, le docteur Colás souligne l'importance de travailler avec la société civile ainsi que de l'harmoniser avec l'agenda international et il mentionne un nombre d'instruments et d'outils internationaux. En outre, il mentionne les noms d'une série d'organisations et de réseaux de la société civile qui travaillent au désarmement.

Pour finir, il souligne la manière dont les obstacles et la résistance cités plus haut peuvent être levés. En relation avec la résistance culturelle, les organisations non-gouvernementales (ONG) et les témoignages des victimes ainsi que la direction politique peuvent être un soutien puissant. Pour approcher les divers groupes d'intérêt et acteurs impliqués, le soutien économique peut servir. En termes d'agences de contrôle, une approche internationale doit être utilisée pour montrer que la norme est internationale et, pour finir, en relation avec les médias, il est nécessaire de trouver des alliances avec des acteurs des médias et qui peuvent soutenir les chiffres et les inviter à couvrir les événements et forums sur ces questions.

Expériences d'Amérique latine et d'Afrique :

Guatemala : l'Honorable Député Aníbal García, Guatemala, membre du Forum Parlementaire sur les ALPC, dit que le Guatemala, malgré l'opposition, a adopté une nouvelle loi sur les armes et les munitions en 2009. Malheureusement, les règles de la nouvelle loi ne sont pas encore publiées, ce qui est aussi bien fondamental qu'important pour son applicabilité. Aucune mesure n'ont été mises en œuvre pour renforcer la législation. Cependant, il vaut la peine de mentionner que des efforts ont été faits sur la limitation du nombre d'armes à feu qu'une personne peut porter pour son usage personnel. Cette question a aussi été portée à la cour constitutionnelle du pays.

En résumé, le député Garcia souligne l'importance de rechercher les mesures administratives ainsi que l'engagement judiciaire aussi bien que gouvernemental après l'adoption d'une loi dans le but de réussir dans le combat contre la prolifération des armes et des munitions.

Il conclut son intervention en exhortant le Forum à étendre son champ thématique spécifique de travail et, par là, de travailler sur des questions liées à la sécurité et la justice comme, par exemple, les enquêtes criminelles. Cela permettrait au Forum de présenter les alternatives réelles et possibles, en particulier pour les membres qui poursuivent une position progressive, ce qui est souvent fortement critiqué par les opposants. Le fait d'approcher l'établissement de mesures démocratiques réussies est donc très important puisque nous risquons de ne pas résoudre les problèmes graves de la sécurité qui affectent nos pays.



Sénateur Londoño, Colombie

Colombie: l'Honorable Jorge Eduardo Londoño Ulloa, Sénateur de la République de Colombie, fait une présentation sur le thème « Désarmement volontaire comme une expression de l'accomplissement des devoirs civiques pour atteindre une coexistence pacifique ».

Le sénateur Londoño commence son intervention en disant que la Colombie a été sujette à la tension sociale, aussi bien politique qu'économique. Le conflit interne colombien est bien connu et il estime que la paix et l'harmonie vont au delà des pouvoirs institutionnels et des réglementations sur les armes.

Pour parvenir à la paix, il exhorte les citoyens de Colombie de satisfaire les exigences fixées par la constitution colombienne de 1991 qui établit que le désarmement est l'une des étapes vers la paix et, par le désarmement sur une base volontaire, il contribuera à sa légalisation (article 95, paragraphe 6).

La citoyenneté du vingt-et-unième siècle comprend aussi bien droits que des devoirs moraux et il parle du pacifisme éthique. La constitution colombienne reconnaît aussi bien des droits que des libertés citoyennes et individuelles, mais, dans le même temps elle impose des obligations. Il souligne en outre que le chemin vers la paix et la liberté doit aussi reconnaître la protection des droits de l'Homme.

Le sénateur Londoño poursuit en déclarant que la question n'est pas ce que la nation peut faire pour vous, mais ce que vous pouvez faire pour la nation ? Dans une société, la justice distributive ne peut pas être le rôle du seul gouvernement, mais elle devrait être l'attitude et la pratique de tous, et spécialement celle des gens doués.

La stratégie du désarmement a eu peu de succès. Les armes accessibles aux citoyens n'ont pas été éliminées ni diminuées, elles se sont plutôt multipliées rapidement. Alors, le désarmement volontaire qui a conduit à l'exercice du droit à la liberté, sans impositions institutionnelles, comme annoncé au début de son intervention, est une expression de l'exercice du devoir civique dans son effort d'obtenir et de maintenir la paix, et dans ce sens il constitue une contribution à la formation de l'État qui, selon beaucoup de gens, est encore en évolution.

Il conclut son discours en disant que les controverses devraient être résolues par la force de la raison et non par les armes.

La République Démocratique du Congo : l'Honorable Député Raymond Luete Katembo, membre du Forum Parlementaire sur les ALPC

Le député Katembo commence sa présentation par une description de la situation en République Démocratique du Congo, RDC, qui endure depuis le début des années 1990 une période de conflit longue et difficile. La prolifération des ALPC dans le pays est considérée comme la menace principale pour la paix et la sécurité de ce peuple. La législation nationale qui datait de 1985 était dépassée, remplie de lacunes et nécessitait une réforme urgente. C'est pourquoi, avec l'aide d'un collègue, il a pris l'initiative



PARLIAMENTARY FORUM
ON SMALL ARMS AND LIGHT WEAPONS



d'une proposition de loi qui comprenait la prévention, le contrôle et la réduction des ALPC ainsi que les munitions. Cette loi a maintenant été adoptée par la chambre basse du Parlement et elle est actuellement soumise à l'examen du sénat. La nouvelle loi inclut beaucoup des actes de loi élaborés et adoptés par les États membres de l'ONU, y compris le Programme UNPoA, la déclaration de Bamako, la déclaration de Nairobi et le protocole de Nairobi ainsi que les expériences et les recommandations provenant d'autres initiatives régionales.

La nouvelle loi comprend aussi une interdiction totale de la détention et de l'utilisation d'armes à feu par des civils, le traçage et le marquage adéquats et un enregistrement central de toutes les armes saisies, ainsi que l'adoption de programmes efficaces de collecte et de destruction des ALPC, qui est dirigée par une organisation nationale non gouvernementale.

Le député Katembo souligne alors que 300.000 armes sont actuellement en circulation en RDC, ce qui a causé à ce jour 3 millions de morts civils. La préoccupation principale de la RDC est le lien entre l'exploitation des ressources naturelles et le financement du conflit de la RDC. Une action isolée d'un pays ne suffit pas à éliminer la prolifération incontrôlée des ALPC dans le pays. Pour cette raison, le député Katembo termine en faisant appel à la solidarité entre les parlementaires et il leur demande d'exhorter leurs gouvernements respectifs à obtenir des informations sur leur propre implication dans le conflit armé de la RDC.



G-d: Député Gomes, Guinée Bissau, Sénateur Hamuli Kitsa, RDC, Député Luete Katembo RDC, Député Ndiaye, Sénégal, Député Sanogo, Burkina Faso et Dr. de Araujo, Mozambique

Session V: Discussion et élection du nouveau bureau

Monsieur Peter Weiderud, secrétaire général du Forum Parlementaire sur les ALPC, anime cette session et commence par lire une lettre officielle de l'actuel président du Forum Parlementaire sur les ALPC, le sénateur Sonia M. Escudero (Argentine).

Dans son absence, elle remercie le Forum et ses membres et partage certaines expériences sur les difficultés de promouvoir les réformes dans ce domaine et elle souligne le soutien vital qui est la tâche du Forum de contribuer à surmonter ces difficultés en facilitant la transition vers des réglementations plus efficaces, le désarmement et la culture de la paix. Entre autres choses, elle évoque l'accord de coopération entre le Forum et le Parlement d'Amérique Latine (Parlatino) et la coopération fructueuse entre les parlementaires qui s'est instaurée par la suite. Dans son discours adressé à l'Assemblée générale, elle mentionne en outre la loi-cadre sur les armes à feu qui sert de modèle pour l'harmonisation des législations pour les pays de la région, et un guide pour le contrôle efficace du processus associé à la fabrication, l'importation, l'exportation, le commerce, l'achat et l'utilisation des armes ainsi que le contrôle des dépôts et stocks, la réduction des surplus et la destruction des armes confisquées. Pour un rapport complet, voir Annexe I ?? Escudero.

Monsieur Weiderud adresse aussi des remerciements au Vice Président of the Forum, le Dr. de Araujo (Mozambique), pour son travail intense et engagé pendant les deux années passées.

Monsieur Weiderud invite ensuite l'ancien vice président du Forum Parlementaire sur les ALPC et l'actuel président du comité de recherche, le député et général Nkaiserry (Kenya), à présenter les personnes désignées pour faire partie du nouveau bureau.



Député General Nkaiserry, Kenya

L'Honorable Député Général Nkaiserry (Kenya) commence par remercier le Congrès de Colombie et en particulier le sénateur Barreras d'accueillir la Quatrième assemblée générale du Forum. Il remercie aussi tous les participants pour leurs contributions fructueuses et positives au cours des derniers jours.

Avant de présenter le résultat du Comité de recherche, le député Nkaiserry fait quelques remarques concernant l'objectif du Forum. Selon lui, il est nécessaire de catégoriser les régions où le Forum est actif ainsi que d'avoir un lobbying plus agressif pour agir dans différentes questions, par exemple les processus de l'ONU. En ce qui concerne le TCA, le Forum a besoin de développer une position commune. Le commerce des armes est en rapport avec aussi bien la fourniture que la demande.

La coordination interrégionale est également importante et le député Nkaiserry propose de créer des unités centrales dans les régions diverses dans le but de faciliter cette coordination. Il termine cette section en remerciant le bureau actuel pour les résultats auxquels ils sont parvenus pendant les deux dernières années et il dit que c'était un privilège d'avoir été nommé président du comité de recherche.



Le comité de recherche propose la structure suivante pour le nouveau bureau (basé sur les critères y compris, sans s'y limiter : la continuité du Bureau, la réflexion sur les travaux du Forum et les membres dans différentes régions, l'équilibre entre hommes et femmes, la représentation des pays donateurs essentiels, les élections nationales) :

- 3 représentants pour l'Afrique
- 2 représentants pour l'Europe
- 3 représentants pour l'Amérique latine
- 1 représentant de la société civile
- 1 représentant pour le Moyen-Orient

Liste des personnes désignées :

Afrique :

- (1) Membre du bureau : L'Honorable Députée Rose Abunaw, Cameroun
- (2) Vice Président : L'Honorable Député Ibrahim Sorie, Sierra Leone
- (3) Membre du bureau : L'Honorable Député Raphael Chegeni, Tanzanie

Europe :

- (4) Membre du bureau : L'Honorable Député Christer Winbäck, Suède
- (5) Membre du bureau : L'Honorable Député Celestino Suárez González, Espagne

Amérique latine :

- (6) Président : L'Honorable Député Benito Lara, El Salvador
- (7) Membre du bureau : L'Honorable Sénateur Roy Barreras, Colombie
- (8) Membre du bureau : L'Honorable Députée Daisy Tourné, Uruguay

Moyen-Orient :

- (9) Membre du bureau : vacant

Représentant de la société civile :

- (10) Membre du bureau : Mme. Ana Yancy Espinoza, the Arias Foundation, Costa Rica

La proposition est adoptée à l'unanimité et, de ce fait, le nouveau bureau du Forum est élu. Le poste de représentant du Moyen-Orient est actuellement vacant. La prochaine réunion se tiendra en février à Chypre pour la région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord. En relation avec la réunion régionale, une réunion du bureau aura lieu dans le but de fournir au nouveau bureau la possibilité d'identifier un membre pouvant se charger du dernier mandat du bureau.



PARLIAMENTARY FORUM
ON SMALL ARMS AND LIGHT WEAPONS



Monsieur Weiderud dit que l'élection du bureau est sous la responsabilité de l'Assemblée générale. C'est un bureau fort. Bien que le bureau n'ait pas atteint le meilleur équilibre hommes-femmes, c'est toujours un meilleur équilibre comparé à l'équilibre hommes-femmes du Forum dans son ensemble.

Monsieur Weiderud évoque aussi l'importance d'élire un nouveau comité de recherche pour la prochaine Assemblée générale du Forum. Selon la tradition, le précédent Vice président du Forum est désigné comme Président du comité de recherche. Cette proposition est acceptée par l'Assemblée générale et le docteur de Araujo est élu Président du comité de recherche à l'unanimité.

La place est ensuite cédée au nouveau Président du Forum Parlementaire sur les ALPC, le député Lara d'El Salvador.



Les nouveaux Président et Vice-Présidente du Forum Parlementaire sur les ALPC ; Honorable Député Lara et Honorable Député Sorie

L'Honorable Député Lara (El Salvador) est accueilli par de nombreux applaudissements des participants et il commence par remercier l'ancien Président, le sénateur Escudero (Argentine) pour son travail engagé et ses efforts pendant la période passée. Il remercie également le secrétaire général du Forum, monsieur Peter Weiderud, et le Secrétariat du Forum pour leur travail engagé et pour permettre au Forum de poursuivre sa croissance.

Il souligne aussi que le temps travaille contre nous et que bien qu'il existe un besoin d'aller plus profond, nous n'avons souvent pas le temps de continuer et de discuter de questions comme les coûts du secteur de la santé pour l'État.

Il est important pour nous de savoir comment gérer la fourniture ainsi que la demande. Cependant, il continuera à contrôler nos armes, mais, si la fourniture est toujours là, une forte pression est mise sur les pays en développement. Il constate aussi l'importance de maintenir des relations et des échanges entre les régions représentées.

Le savoir que nous détenons dans ce Forum nous donne des idées qui ne sont pas forcément copiables, mais qui peuvent générer d'autres idées. Comme l'a dit la veille monsieur Weiderud, nous devons rechercher les causes originelles et nous avons besoins d'une image profonde du problème. Cela nous permettra de discuter des stratégies étendues.

Il conclut en remerciant tous les participants et le Forum pour la confiance qu'ils lui font.

Discussion

L'Honorable Député Sorie (Sierra Leone) dit que dans son rôle de vice président du Forum, il assistera le Président du Forum. Il est aussi un ancien membre du bureau de l'Action Mondiale des Parlementaires



PARLIAMENTARY FORUM
ON SMALL ARMS AND LIGHT WEAPONS



(PGA) et du parlement de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) et le Forum devrait rechercher à approfondir son travail avec l'Afrique occidentale.

L'Honorable Sénateur Barreras (Colombie) déclare que, en addition à la déclaration de principe sur les liens entre les stupéfiants illicites et les armes qui a été adoptée auparavant, il exhorte les membres du Forum à continuer de porter cette question dans leurs gouvernements respectifs. Le monopole de la violence doit se trouver dans les mains de l'État et non dans les mains d'acteurs non étatiques, ce qui représente aussi une société démocratique. Si cela n'est pas accompli, l'instabilité et la violence apparaîtront. La situation est aussi bien problématique que contradictoire, les pays démocratiques défendent le monopole de la violence détenu par l'État et, dans le même temps, ils défendent les droits des citoyens de porter des armes. Il conclut en soulignant que le monopole des armes doit revenir à l'État et non aux citoyens.

Clôture

L'Honorable Sénateur Roy Barreras, membre du Forum Parlementaire sur les ALPC, Président de la commission de la paix au Congrès de la paix au Congrès de Colombie, propose que le pays hôte de la Quatrième assemblée générale tienne une réunion de chanceliers pour contribuer à une signature rapide des traités internationaux concernant le contrôle des ALPC.

Dans ses remarques de conclusion, il insiste sur le fait que le monopole des armes devrait revenir à l'État, ainsi que l'argument qu'il faut consacrer du travail pour prévenir la société de ressentir le besoin d'avoir des armes pour son autodéfense.

Monsieur Peter Weiderud, Secrétaire général du Forum Parlementaire sur les ALPC, remercie tous les participants d'avoir pris le temps de venir en Colombie pour cette Assemblée générale. Au nom du secrétariat, il exprime une gratitude énorme aux membres du Forum et il souligne que c'est certainement un honneur et un plaisir de travailler avec des membres si engagés.

L'Honorable Député Benito Lara, Président du Forum Parlementaire sur les ALPC (El Salvador), remercie encore une fois les membres du Forum pour la confiance qui lui a été faite et remercie tous les participants pour leur engagement intense à combattre la prolifération des ALPC dans la société, pour améliorer la sécurité de notre monde.

Le docteur María Carolina Castillo, conseiller du docteur Germán Varga Lleras, ministre de l'intérieur, Colombie, souligne les résultats de l'Assemblée générale du Forum parlementaire sur les ALPC, et il souligne en particulier l'initiative de tenir des réunions avec des chanceliers pour travailler vers une signature plus rapide des traités internationaux sur le contrôle des armes. Elle informe en outre les participants de l'Assemblée générale sur la portée du statut de sécurité des citoyens qui est en cours de révision pour approbation au Congrès de la République de Colombie.

Fin



PARTICIPANTS

Parlementaires	Pays	Commission parlementaire
<i>Afrique</i>		
Hon. Dep. Drissa Sanogo	Burkina Faso	Affaires Etrangères et de la Défense
Hon. Dep. Vesa Gomes Naluak	Guinée Bissau	Défense et Sécurité
Hon. Dep. General JK Nkaiserry	Kenya	Défense
Dr. Manuel de Araujo	Mozambique	Vice Président du Forum, ex-parlementaire
Hon. Sen. Ernest Hamuli Kitsa	République Démocratique du Congo	Défense et Sécurité
Hon. Dep. Raimond Luete Katembo	République Démocratique du Congo	Président de la Sécurité et de la Défense
Hon. Dep. Mamadou Bamba Ndiaye	Sénégal	Défense et Sécurité
Hon. Dep. Ibrahim Sorie	Sierra Leone	Affaires Légales et juridiques

<i>Amérique Latine</i>		
Hon. Dep. Griselda Baldata	Argentine	Sécurité nationale
Hon. Sen. Roy Barreras	Colombie	Président Commission de la paix
Hon. Sen. Jorge Eduardo Londoño Ulloa	Colombie	Première Commission
Hon. Sen. Juan Carlos Vélez Uribe	Colombie	Première Commission
Hon. Rep. Luis Felipe Barrios	Colombie	Seconde Commission; Politique Internationale, Défense Nationale
Hon. Rep. Eduardo José Castañeda Murillo	Colombie	Seconde Commission; Politique Internationale, Défense Nationale
Hon. Rep. Victor Hugo Moreno	Colombie	Seconde Commission; Politique Internationale, Défense Nationale
Hon. Dep. Carmen Muñoz Quesada	Costa Rica	Sécurité et trafic de drogues
Hon. Dep. Benito Lara	El Salvador	Sécurité et trafic de drogues
Hon. Dep. Rodolfo Anibal García	Guatemala	Paix
Hon. Dep. José Figueroa	Nicaragua	Défense gouvernementale
Hon. Dep. Olga Xochilt Ocampo Rocha	Nicaragua	Modernisation et tourisme
Hon. Dep. Alba Palacios	Nicaragua	Défense gouvernementale
Hon. Sen. Ana Maria Mendoza de Acha	Paraguay	Droits de l'Homme
Hon. Dep. Daisy Tourné	Uruguay	Affaires Etrangères et Défense Nationale



PARLIAMENTARY FORUM
ON SMALL ARMS AND LIGHT WEAPONS



<i>Europe</i>		
Hon. Dep. Arben Çuko	Albanie	Sécurité Nationale
Hon. Dep. Celestino Suárez González	Espagne	Premier Vice Président de la Commission de la Défense
Hon. Dep. Pedro Azpiazuri Uriarte	Espagne	
Hon. Dep. Tomás Burgos Gallego	Espagne	Commission de la Défense
Hon. Dep. Christer Winbäck	Suède	Affaires étrangères

<i>Conseillers parlementaires</i>		
M. Gustavo Colás	Secrétaire Commission de Sécurité et narco trafique	Sénat d'Argentine
Mme. Diana Jaqueline Rodriguez Ojeda	Juriste, Conseiller	Chambre de Représentants de la Colombie
M. Julian Molina	Conseiller Sénateur Commission de la paix	Sénat de la Colombie
M. Felipe Ferro	Conseiller Sénateur Commission de la paix	Sénat de la Colombie
Mme. Magda Viviana Correa	Conseillère Sénateur Barreras	Sénat de la Colombie
Mme. Luz Estrella Guevara	Assistante Sénateur Barreras	Sénat de la Colombie
Mme. Gina marcela Ramirez	Conseillère Sénateur Barreras	Sénat de la Colombie
M. Hilzyl Noriega	Conseiller Sénateur Barreras	Sénat de la Colombie
Mme. Carmenza Rojas	Conseillère Sénateur Barreras	Sénat de la Colombie
M. Leonardo Martinez Martinez	Comité sénatorial	Sénat de la Colombie
Mme. Sonia Viviana Huérfano	Conseillère de Communications Sénateur Barreras	Sénat de la Colombie
Mme. Alicia Silvia Rodriguez	Conseillère Sénateur Barreras	Sénat de la Colombie

Representants Gouvernementale		
D. María Ángela Holguín Cuéllar	Ministre	Ministère des Affaires Etrangères de la Colombie
Mme. Victoria González Ariza	Directeur des Affaires politique multilatérales	Ministère des Affaires Etrangères de la Colombie
Mme. Nohra Quintero Correa	Coordinatrice Groupe Interne de désarmement	Ministère des Affaires Etrangères de la Colombie
D. Sergio Suarez	Conseiller, Groupe Interne de Travail de désarmement	Ministère des Affaires Etrangères de la Colombie
Colonel German Isaías Niño	Chef de département pour le contrôle du commerce des armes	Ministère de la Défense Nationale de la Colombie



Dr. Luisa Natalia Guerreo Ochoa	Juriste	Ministère de la Défense Nationale de la Colombie
Gral. Brigadier Carlos Ramiro Mena	Directeur des enquêtes criminelles	Ministère de la Défense Nationale de la Colombie
Dr. Maria Carolina Castillo	Conseillère Dr. Germán Varga Lleras, Ministre de l'Intérieur	Ministère de l'intérieur de la Colombie
M. Luis Gómez Nogueira	Chef de désarmement	Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération de l'Espagne
D. Camilo Reyes	Ex Chancelier	Colombie
D. Andrés Collado	Ambassadeur de l'Espagne	Ambassade de l'Espagne
D. Luis Mateos	Chancelier	Ambassade de l'Espagne
D. Juan Carrión	Agent de l'intérieur	Ambassade de l'Espagne
D. Jesús García Ríos	Chef de la Sécurité	Ambassade de l'Espagne
Mme. Karin Olofsson	Première Secrétaire	Ambassade de l'Espagne

Autres participants		
M. Samuel Logan	Journaliste, analyste	Southern Pulse Networked Intelligence, Etats-Unis
M. Leonardo Prieto	Président	Redes por la Vida, Venezuela
Mme. Yael Marciano	Conseiller	Redes por la Vida, Venezuela
Mme. Julia Ekstedt	Conseiller	Global Reporting, Suède
M. Abel Enrique Jimenez Meira	Président	Asociación Colombiana Coleccionistas de Armas

Secretariat du Forum		
M. Peter Weiderud	Secrétaire Générale	Forum Parlementaire sur les ALPC
Mme. Teresa Dybeck	Chargée du programme	Forum Parlementaire sur les ALPC
Mme. Charlotte Koutras	Chargée du programme	Forum Parlementaire sur les ALPC